

La Semaine du Roussillon - du 06 au 12 janvier 2011 p4

Langue catalane

L'université joue-t-elle le jeu ?

Grosse colère des défenseurs de la langue catalane après que l'université de Perpignan ait supprimé le diplôme d'étude de catalan et les formations pour la préparation au Capès d'où sortent chaque année les futurs enseignants de la langue catalane.

J.M.

Hervé Pi, président de l'association de défense de la langue catalane « Aire Nou de Bao », n'en démord pas, 2010 aura été une « année noire » pour l'enseignement et la formation du catalan à l'université de Perpignan. « *Malgré les déclarations de bonnes intentions sur l'intérêt pour la langue et les affaires transfrontalières intercatalanes, l'université a profité d'une réforme pour éliminer deux formations qui n'existent plus nulle part ailleurs* ». Il s'agit de la formation au CAPES de catalan et le DUEC, Diplôme d'université d'études catalanes. « *De manière inexplicable, la seule université française qui a une faculté de « langue régionale » supprime un diplôme historique créé dans les années 1970 alors qu'il n'y avait pas encore de diplômes d'état de catalan à l'époque* ». Pour Hervé Pi, l'université de Perpignan fait de mauvais choix et « *tourne le dos à un territoire au sud économiquement et culturellement très dynamique. Cette formation spécifique au département s'adressait aux Catalans qui n'avaient pas pu bénéficier d'une formation au cours de leur scolarité, et ils sont nombreux dans ce pays ! - et qui voulaient approfondir leur connaissance de la langue et de la civilisation, sans nécessairement s'inscrire en licence. Il est encore plus surprenant d'avoir éliminé le DUEC, puisque ce diplôme apportait quelques inscrip-*



L'université de Perpignan ne joue pas le jeu du développement de la langue catalane selon les associations catalanistes.

tions supplémentaires à l'Université, sans rien coûter grâce à la mutualisation des cours avec les autres diplômes ».

Recul dans les villages

L'université de Perpignan n'est pas la seule institution dans le viseur des militants catalanistes. Selon Hervé Pi, l'inspecteur d'académie des Pyrénées-Orientales ne jouerait « pas le jeu » du développement du catalan dans les écoles du département. « *L'inspection académique refuse systématiquement que des classes soient ouvertes au motif qu'il n'y a pas assez de professeurs mais dans le même temps, l'Etat n'offre chaque année qu'un poste au*

concours du Capes pour les futurs professeurs de catalan. Comment voulez-vous que les étudiants s'intéressent à cette formation qui n'offre que très peu de débouchés. Après effectivement, le ministère joue un drôle de jeu en disant qu'il ferme les formations à la préparation du concours à cause soi-disant du trop faible nombre d'élèves. Nous demandons à ce que l'université reconsidère sa position, contraire à l'intérêt des étudiants et à toute la population nord-catalane ». Si 2010 est pour les militants une année à vite oublier, ils affirment qu'ils ne resteront pas sans agir en 2011. « *On se battra, pour le développement du catalan à l'université, dans les écoles, dans les médias, sur les panneaux de signalisation à l'entrée des villes* ». Contacté lundi, l'université de Perpignan n'a pas souhaité répondre à nos questions.

L'UPVD pas encore autonome.

La dernière réforme des universités prévoyait de rendre aux universités françaises leur pleine liberté financière. Cette réforme s'est faite par palier. Les 18 campus universitaires de l'Hexagone sont ainsi devenus autonomes financièrement au 1er janvier 2009. 22 autres universités les ont rejoints ce 1er janvier 2011. Désormais 73 des 83 universités françaises peuvent gérer comme elles l'entendent leur budget, leurs masses salariales, assurer leur recrutement sans passer par les ministères. A Perpignan, comme à la Réunion, les conseils d'administration des universités ont préféré reporter cette autonomie à 2012.

Politique Cantoniales 2011

p15

On vote dans trois mois

Les élections des conseillers généraux se tiendront les dimanches 20 et 27 mars. Seize des trente-et-un cantons seront renouvelés. Réforme territoriale oblige, ils ne seront pas élus pour six ans mais juste pour un mandat de 3 ans.

La majorité socialiste est-elle menacée ?

A priori non. La gauche dispose d'une confortable majorité et d'une dynamique politique née de l'élection à la tête de la Région de Christian Bourquin. Sur les 15 cantons qui ne seront pas renouvelés ce coup-ci, dix sont dans les mains de la majorité de Gauche. Ils faut donc, pour que la majorité bascule, que les socialistes et communistes perdent au moins trois cantons sans en gagner un seul. Même dans ce cas de figure proche de la « politique fiction », il faudrait que les non-apparentés s'accordent avec l'UMP pour diriger l'institution départementale. Pas évident, le tout dans un contexte où les élections locales sont extrêmement difficiles pour la majorité présidentielle et dont on a du mal à dégager un leadership fort sur le département. Les poids-lourds (Mach, Calvet, Castex, Pujol, Irles, Alduy ...) ne se jetant pas dans la bataille, contrairement à 2007.

Quels sont les candidat(e)s à suivre ?

Plusieurs duels seront intéressants à regarder de près. Sur les cinq cantons de Perpignan, les socialistes arriveront-ils à poursuivre leur percée réalisée en 2008 avec l'élection surprise d'Hermeline Malherbe, la nouvelle présidente du département et de Ségolène Neuville, de plus en plus tentée, il se murmure, par l'élection municipale de Perpignan en 2014. Pour la droite, elle aura fort à faire sur les cantons détenus par des maires socialistes, en poste depuis longtemps.

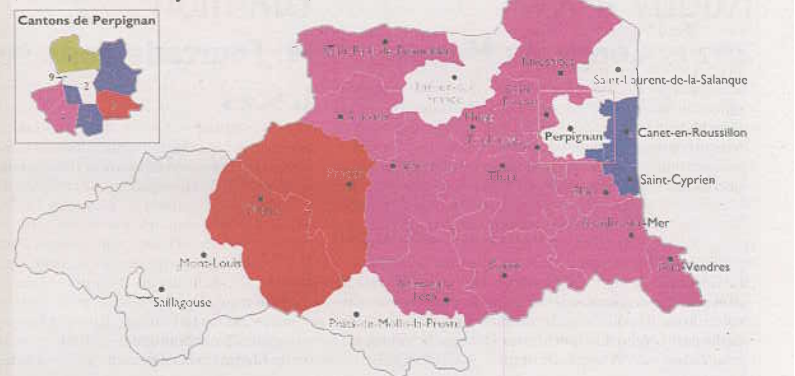
Enfin, c'est le canton du Bas-Vernet qui devrait faire le plus parler de lui puisque s'opposeront l'actuel leader, Louis Aliot et l'ex responsable du Front national des Pyrénées-Orientales, Jean-Louis de Noell, dorénavant à l'UMP. L'investiture de ce dernier en a fait tousser plus d'un, notamment du côté des radicaux. D'autres, plus optimistes et surtout plus réalistes, y voient un bon moyen de freiner l'ascension de l'extrême droite. Ce duel sera arbitré par la socialiste Toussainte Calabrez.

Les 16 cantons renouvelables sur les 31 que compte l'assemblée départementale *

Argelès-sur-Mer (P.Aylagas, PS), Côte Vermeille (M.Moly, PS), Canet-en-Roussillon (P.Roig, UMP), Saint-Laurent de la Salanque (A.Got, Div-droite), Rivesaltes (J.J. Lopez, PS), Thuir (René Olive, PS), Sournia (A.Boyer, PS), Saint-Paul de Fenouillet (P.Esteve, PS), Prats de Mollo (B.Remedi, Div-droite), Prades (G.Cassoly, PCF), Mont-Louis (C.Blanc, Sans-étiquette), Perpignan 1 (J.Codognès, Div-gauche), Perpignan 2 (H.Carbonell, Div-droite), Perpignan 3 (Jean Vila, PCF), Perpignan 7 (J.Sol, UMP), Perpignan 9 (S.Fa, Div-droite).

*Entre parenthèse, le nom de l'élus sortant et son étiquette politique. En gras, les élus qui ne se représentent pas.

Cantons des Pyrénées-Orientales



Cantons des Pyrénées-Orientales



Sénatoriales 2011

Un scrutin à enjeu national

Méconnu du grand public, le Sénat n'en demeure pas moins une assemblée prisée par les responsables politiques. Pour le département, les deux postes seront renouvelés. Ils sont tenus par deux UMP, le président de l'agglomération et ancien maire de Perpignan, Jean-Paul Alduy et par le maire de Sournia Paul Blanc. Le grand enjeu de ce scrutin se porte plus dans un contexte national. Après les victoires des socialistes lors des élections locales (2004, 2008, 2010), la majorité de Nicolas Sarkozy au Sénat ne tient plus qu'à un fil, surtout après que le président de la République a redroitisé sa majorité et mis de côté les centristes.

Qui sera candidat ?

À droite, c'est plutôt simple. Les deux sortants sont partant pour un nouveau mandat de 6 ans. À gauche, tout repose sur le choix de Christian Bourquin de se jeter ou non dans la bataille. Sa position à la Région et son « nouveau rôle aux côtés des maires du département » au conseil général le place en position de force dans cette élection. Néanmoins, s'il veut à terme retrouver sa place au Parti Socialiste, il ne pourra garder son mandat de sénateur et de président de Région, puisque le parti de Martine Aubry a décidé, dans ses statuts, que ce type de cumul des mandats était impossible (impossibilité de cumuler un mandat de parlementaire avec une présidence d'exécutif local). S'il est élu et réintégré, il devra alors démissionner de l'un de ses deux mandats dans les mois qui suivent l'élection.

Comment ça marche ?

Les sénateurs sont élus pour un mandat de 6 ans dans le cadre du département par un collège électoral comprenant les députés, les conseillers régionaux élus dans le département, les conseillers généraux, les délégués des conseils municipaux, ou les suppléants des délégués.

Élections présidentielles et législatives 2012

La bataille va commencer !

On devrait connaître avant la fin de l'année les candidats sur les quatre circonscriptions que compte notre département. À droite qui détient les quatre, il apparaît difficile qu'ils ne soient pas reconduits même si des jeunes loups aimeraient bien se lancer dans la danse. À gauche, c'est les militants qui décideront. On devrait connaître les possibles candidats entre le mois de juin et de novembre 2011. Pour le moment, personne n'est encore sortie du bois. Enfin dans le cadre des primaires socialistes, il sera intéressant de voir comment la mayonnaise prendra dans les Pyrénées-Orientales. Les Catalans se passionneront-ils pour ce nouveau mode de désignation ou boudront-ils le vote qui, pour quelques socialistes, représentent une « usine à gaz » dans un département où les stigmates des régionales de 2010 sont encore dans beaucoup d'esprits.

Réforme territoriale

L'agenda de l'année 2011

Déjà bien avancé, le gouvernement devrait proposer après la tenue des élections cantonales, le nouveau découpage électoral, c'est-à-dire les 31 nouveaux cantons où seront élus les conseillers territoriaux. Ces derniers siègeront à la fois au Conseil général et au Conseil régional. Très critiqué par la Gauche, ce projet, dans le cas d'un retour du Parti Socialiste au pouvoir en mai 2012 pourrait être enterré. À l'inverse, une victoire de Nicolas Sarkozy confirmerait le projet de loi et sa mise en application.



L'EPCC pourrait voir le jour avec le soutien de l'Agglo de Perpignan

Tautavel

L'agglomération de Perpignan appuiera la création de l'EPCC

Fragile économiquement, le centre de recherche préhistorique de Tautavel pourrait, cette année, connaître des jours meilleurs avec le soutien de l'agglomération de Perpignan à la création d'un établissement public de coopération culturelle. Reste à savoir si d'autres partenaires institutionnels comme le département et la région appuieront cette démarche. Un rapport interministériel publié en juin 2010 montre la pertinence de cette création. Lancé en 2005, le projet n'a toujours réussi à aboutir. Sortie de l'impasse en 2011 ?

Montpellier : les présidents d'universités vont enfin rendre leur copie «I dex»

Les présidents des trois universités montpelliéraines ont présenté mardi le projet d'initiative d'excellence (I dex), baptisé «L'Homme dans un environnement en mutation», qu'ils déposeront en fin de semaine au ministère de l'Enseignement supérieur.

Les négociations entre les présidents des trois universités sur ce projet I dex avaient donné des sueurs froides localement, notamment après le retrait, momentanément,

des négociations de la présidente de Montpellier 3 (Lettres, Sciences Humaines), Anne Fraisse. Celle-ci considérait que le projet montpelliérain ne donnait pas assez d'importance aux disciplines qu'elle défend. Les négociations butaient également sur des questions de gouvernance. Les I dex, financés par le grand emprunt, visent à faire émerger des pôles universitaires de niveau mondial. En raison des blocages à propos de ce

dossier, les politiques locaux s'étaient émus, craignant de voir partir en fumée la manne promise, soit entre 700 millions à 1 milliard d'euros prévus pour chaque campus labellisé.

Le président de la Région, Christian Bourquin, était même allé jusqu'à reporter la révision du plan État-Région, qui porte notamment sur les investissements dans l'université et la recherche, dans l'attente d'une candidature éligible de Montpellier à l'I dex.

« Changement global »

Mardi, les présidents ont présenté leur projet, qui sera transmis au ministère sous le label « Université Montpellier Sud de France », après les votes des conseils d'administration de chaque université.

Le projet a pour but de mesurer l'impact du changement global sur quatre points : les ressources (eau, alimentation, énergie), la santé, les milieux et les territoires, l'Humanité et l'interculturalité.

« On va prendre, comme terrain d'expérimentation, la Méditerranée pour montrer l'impact au niveau mondial du changement global », a commenté la présidente de Montpellier 2 (Sciences), Danièle Héryn.

Le projet concerne aussi les universités de Nîmes et de Perpignan, les écoles de Chimie et SupAgro de Montpellier, et l'École des Mines d'Alès, soit quelque 75 000 étudiants et 5 500 cadres scientifiques.